



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens: [Publication](#)

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

La croissance économique est de 0,1 p.c. au premier trimestre de 2010

Malgré une progression de 0,3 p.c. au quatrième trimestre, l'activité économique a diminué de 3,0 p.c. sur l'ensemble de l'année 2009

Ce vendredi 30 avril 2010, l'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse le résultat de l'estimation "flash" de la croissance économique du premier trimestre de l'année 2010. Simultanément l'ICN publie les comptes du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'année 2009.

1. Estimation "flash" de la croissance économique du premier trimestre de 2010

Selon l'estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), la croissance économique a encore progressé légèrement **au premier trimestre de l'année 2010**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,1 p.c. par rapport au trimestre précédent. A un an d'écart, l'activité a retrouvé une croissance positive : le PIB augmente de 1,0 p.c., alors qu'il avait encore diminué de respectivement -3,2 et -0,8 p.c. aux troisième et quatrième trimestres de 2009.

2. Comptes du quatrième trimestre de 2009

L'activité économique a poursuivi son redressement au **quatrième trimestre de l'année 2009**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,3 p.c. par rapport au trimestre précédent.

La valeur ajoutée, toujours par rapport au trimestre précédent, n'a continué à progresser que dans les services, où elle augmente de 0,6 p.c. (après une croissance de 0,5 p.c. au trimestre précédent). Elle s'est en revanche contractée de 0,2 p.c. dans l'industrie (après un rebond de 1,1 p.c. au troisième trimestre), et de 0,5 p.c. dans la construction (après une diminution de 0,2 p.c. un trimestre plus tôt).

Les dépenses intérieures se sont stabilisées. D'un côté, les ménages ont diminué leurs dépenses de consommation privée (-0,2 p.c., alors qu'elles avaient progressé de 0,6 p.c. au troisième trimestre), ainsi que leurs investissements en logements (-0,6 p.c.), et les entreprises ont maintenu leur formation de capital fixe au niveau du trimestre précédent. De l'autre, les administrations publiques ont continué d'augmenter leurs dépenses, faiblement en termes de consommation (+0,3 p.c.) et plus nettement en matière d'investissements.

La croissance a été soutenue par la demande extérieure, qui poursuit son redressement: les exportations de biens et services ont augmenté de 2,8 p.c., contre 3,1 p.c. un trimestre plus tôt.

Au quatrième trimestre de 2009, l'évolution du marché du travail s'explique principalement par celle du secteur de l'intérim, où un net redressement s'est opéré via des engagements plutôt que par une augmentation des heures prestées en moyenne par chaque travailleur. L'emploi intérieur progresse ainsi de 0,1 p.c. par rapport au trimestre précédent; étant donné la nature des emplois créés (emplois intérimaires à temps partiel), la pérennité de cette embellie doit cependant être évaluée avec prudence. A un an d'écart, la dégradation s'est pratiquement arrêtée, l'emploi diminuant de 0,9 p.c. (environ 38 400 personnes), après un recul de 0,8 p.c. au troisième trimestre (soit quelques 37 900 personnes). Le volume de travail des salariés, qui avait réagi plus rapidement et de façon plus prononcée à la dégradation de l'activité dès la mi-2008, s'est à présent pratiquement stabilisé au niveau du trimestre

précédent pour la seconde fois consécutive; il est toutefois est toujours en retrait de quelque 2 p.c. par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Bien qu'habituellement les administrations publiques dégagent un surplus de financement au quatrième trimestre, elles présentent, pour la première fois depuis 1995, une exception en 2009 et enregistrent un besoin de financement d'environ 0,5 milliard d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs. Ce résultat négatif est la conséquence d'une diminution des recettes combinée à une croissance toujours assez soutenue des dépenses primaires. Le recul des recettes est surtout imputable à l'évolution des impôts directs des ménages impactés par des rôles négatifs plus importants ainsi qu'à celle des impôts directs des sociétés toujours affectés par la chute des versements anticipés. Les impôts indirects confirment leur redressement entamé au troisième trimestre tandis que les cotisations sociales restent stables. L'augmentation des dépenses résulte principalement de l'augmentation des prestations sociales dont le taux de croissance est néanmoins plus faible que ceux enregistrés durant les trimestres précédents.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2009

Sur l'ensemble de **l'année 2009**, le recul en volume du produit intérieur brut (PIB), corrigé des effets de calendrier, a atteint -3,0 p.c.

La valeur ajoutée a reculé dans toutes les branches d'activité. La baisse a été la plus limitée dans les services (-1,8 p.c., alors qu'elle avait progressé de 1,7 p.c. l'année précédente). Elle a été plus marquée dans la construction, où elle a atteint -3,4 p.c. (après un recul de 0,4 p.c. en 2008), et dans l'industrie, dont la valeur ajoutée a plongé de -8,7 p.c., après une diminution de 0,6 p.c. un an plus tôt.

Le recul de l'activité économique observée en 2009 provient de la demande intérieure (consommation et investissements du secteur privé), et d'une ponction sur les stocks.

En 2009, les dépenses intérieures se sont contractées de 1,5 p.c., sous l'effet d'abord du net recul de la formation brute de capital fixe des entreprises (-6,4 p.c. en volume). Les particuliers ont également comprimé leurs dépenses, tant en termes de consommation finale (-1,7 p.c., contre +1,0 p.c. l'année précédente) que d'investissement en construction et rénovation de logements (-2,9 p.c., après un recul de 1,6 p.c. en 2008). Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont, en revanche, augmenté de 1,6 p.c., et leurs investissements, de 11,7 p.c.

Le volume des exportations de biens et services s'est effondré sur l'ensemble de l'année 2009, avec une perte de 12,6 p.c., alors qu'il avait encore progressé de 1,4 p.c. l'année précédente. Ce résultat masque des évolutions contrastées en cours d'année: à l'image des marchés extérieurs, la chute des exportations, entamée fin 2008, s'est poursuivie au premier trimestre, et encore, de façon atténuée, au deuxième trimestre de 2009; à partir du troisième trimestre en revanche, elles se sont redressées. Etant donné leur haute teneur en produits importés, l'évolution des exportations s'est largement répercutée sur les importations de biens et services, dont le recul est d'ampleur similaire (-12,8 p.c.), de sorte que la contribution du solde extérieur à la croissance du PIB est quasiment neutre.

L'emploi mesuré en personnes a connu un recul encore limité au cours de l'année 2009, d'une part parce qu'il ne reflète qu'avec délai les évolutions de l'activité économique, et d'autre part grâce au recours accru à certaines formules comme le chômage temporaire, qui, si elles affectent le nombre d'heures prestées, permettent de garder les personnes en emploi. Sur l'ensemble de l'année 2009, l'emploi en personnes a diminué de 0,4 p.c., ou plus de 16 000 personnes, après s'être accru de 1,9 p.c., soit plus de 82 000 unités, en 2008. L'ajustement du marché du travail au déclin conjoncturel s'est marqué davantage dans le volume de travail des salariés, qui a diminué de 2,1 p.c., contre une augmentation de 1,4 p.c. en 2008.

Selon les derniers calculs de l'ICN, le solde de financement des administrations publiques établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs a présenté un déficit de 6,0 p.c. du PIB en 2009, contre un déficit de 1,2 p.c. du PIB en 2008¹.

¹ Pour un commentaire plus détaillé des données des administrations publiques pour l'année 2009, se référer au communiqué de presse du 31 mars 2010.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2007 I	3,0	1,0
II	3,2	0,6
III	2,8	0,5
IV	2,4	0,4
2008 I	2,0	0,5
II	1,8	0,4
III	1,1	-0,2
IV	-1,5	-2,1
2009 I	-3,7	-1,7
II	-4,1	-0,1
III	-3,2	0,7
IV	-0,8	0,3
2010 I	1,0	0,1

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

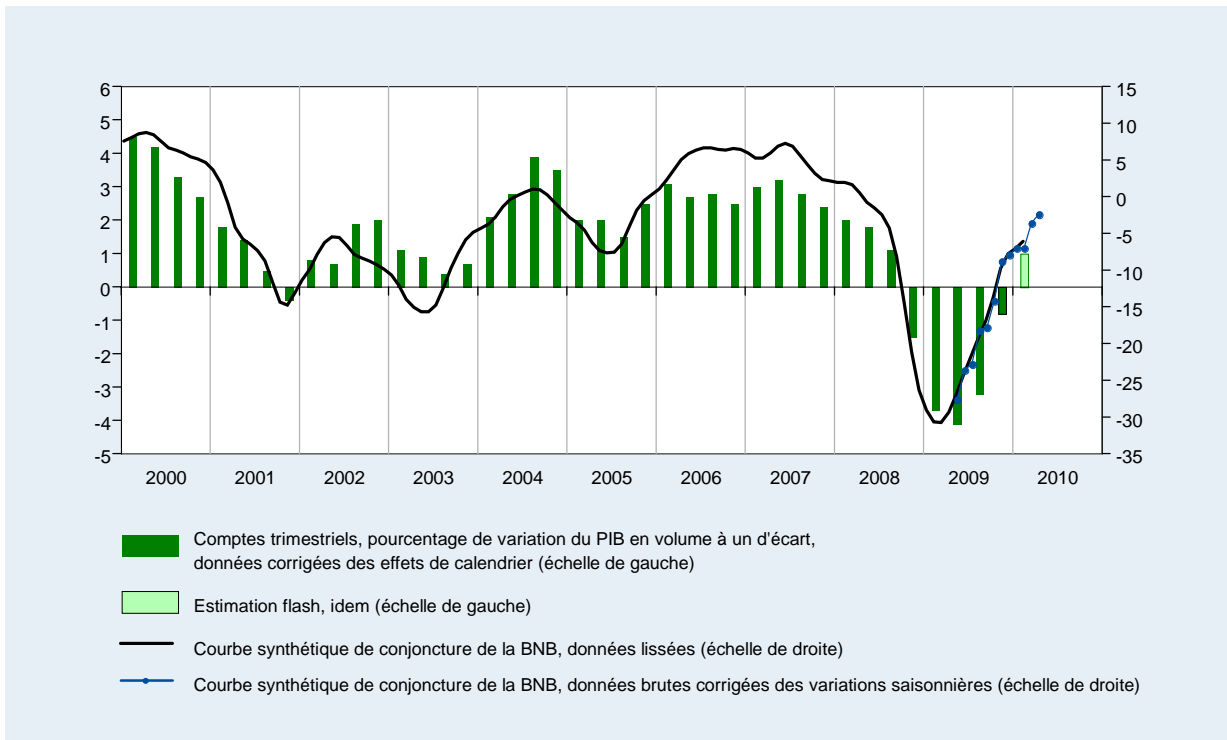
(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2008				2009			
	I	II	III	IV	I	II	III	VI
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,5	0,1	-0,5	-6,3	-4,0	-0,6	1,1	-0,2
Construction	1,8	-0,5	-0,1	-2,8	-1,5	0,9	-0,2	-0,5
Services	0,7	0,7	-0,1	-1,1	-1,5	-0,1	0,5	0,6
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,6	0,2	0,1	-1,2	-0,8	-0,5	0,6	-0,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,0	0,8	0,5	0,7	0,2	0,2	0,3	0,3
Formation brute de capital fixe totale	1,2	0,6	-0,9	-0,8	-2,4	0,1	-2,1	0,2
entreprises	1,5	1,1	-1,0	-2,1	-3,2	-0,6	-2,3	0,0
logements	-0,5	-0,7	-0,6	-0,1	-0,7	-1,5	-0,9	-0,6
administrations publiques	4,3	1,0	-1,1	10,0	-1,7	9,9	-3,8	3,2
Demande intérieure (hors stocks)	0,8	0,4	0,0	-0,6	-1,0	-0,2	-0,1	0,0
Variations des stocks (2)	-0,1	0,0	0,2	-0,6	-0,4	-0,3	0,1	-0,3
Exportations de biens et services	1,7	2,4	-1,4	-9,1	-7,4	-0,8	3,1	2,8
Importations de biens et services	2,1	2,5	-0,9	-8,3	-7,4	-1,5	2,1	1,9
Exportations nettes de biens et services (2)	-0,3	-0,1	-0,4	-0,7	-0,4	0,5	0,8	0,7
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,6	0,4	0,3	0,1	-0,4	-0,3	-0,3	0,1
Volume de travail des salariés	0,7	0,3	-0,3	-0,5	-1,0	-0,8	-0,1	0,0

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN

AGRÉGATS ANNUELS

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des effets de calendrier)

	2007	2008	2009	pm 2009 bruts (3)
1. Valeur ajoutée				
Industrie	3,2	-0,6	-8,7	-8,8
Construction	2,2	-0,4	-3,4	-3,6
Services	3,0	1,7	-1,8	-1,9
PIB	2,8	0,8	-3,0	-3,0
2. Dépenses				
Dépenses de consommation privée (1)	1,6	1,0	-1,7	-1,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,6	3,3	1,6	1,6
Formation brute de capital fixe totale	5,7	3,8	-4,2	-4,7
entreprises	8,7	6,1	-6,4	-7,2
logements	-0,8	-1,6	-2,9	-2,9
administrations publiques	3,6	3,4	11,7	11,6
Demande intérieure (hors stocks)	2,7	2,2	-1,5	-1,7
Variations des stocks (2)	0,2	-0,2	-1,0	-0,7
Exportations de biens et services	4,4	1,4	-12,6	-12,6
Importations de biens et services	4,4	2,7	-12,8	-12,9
Exportations nettes de biens et services (2)	0,2	-1,0	-0,1	-0,5
3. Marché du travail				
Nombre total de travailleurs	1,6	1,9	-0,4	-0,4
Volume de travail des salariés	2,0	1,4	-2,1	-2,1

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation annuelle du PIB.

(3) Bruts: données non corrigées des effets de calendrier.